

SOMMET EXTRAORDINAIRE DES CHEFS D'ETAT D'AFRIQUE CENTRALE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE LA SOUS-REGION

DISCOURS DE CLÔTURE DE S.E.M. PAUL BIYA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN.

Yaoundé, le 23 décembre 2016

**Messieurs les Présidents, Chers Frères,
Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International,
Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République Française,
Mesdames, Messieurs,**

Dans mon propos d'ouverture, je n'avais pas caché que notre sous-région traversait une période difficile, en raison de chocs d'origine externe qui risquaient d'affaiblir sa croissance et, par-là même, de compromettre ses objectifs de développement.

Mais je disais aussi ma conviction que si nous étions prêts, ensemble, à prendre les décisions qu'exige la situation, nous pourrions, avec l'appui de nos partenaires, retrouver la voie du progrès économique.

Je pense que ce sommet spécial nous a permis de prendre l'exacte mesure des défis à relever et d'arrêter, de manière concertée, les solutions de nature à franchir ce cap périlleux.

Je crois qu'il convient de souligner cet élan de solidarité active, encouragé par nos amis traditionnels ; solidarité qui vise à sortir notre sous-région de ses difficultés actuelles. Nos échanges ont bien montré, me semble-t-il, que des actions conjuguées garantiraient davantage d'efficacité dans le présent contexte.

Bien entendu, ceci ne nous dispensera pas de prendre les mesures spécifiques répondant aux problèmes particuliers de chacun de nos pays.

La stratégie collective qu'il conviendra de mettre en œuvre, devrait porter sur un certain nombre de points fondamentaux.

Au plan budgétaire, pour préserver un solde soutenable, il serait nécessaire d'élargir l'assiette fiscale pour améliorer le niveau des recettes et la qualité de la dépense.

Il faudrait en même temps veiller à ce que ces mesures d'ajustement n'entravent pas la croissance et n'aggravent pas les conditions de vie des couches sociales les plus fragiles.

S'agissant de la dette publique, des dispositions devraient être prises pour en préserver la soutenabilité et la viabilité.

Dans le même ordre d'idées, il conviendrait d'obtenir de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux une plus grande souplesse, en raison de la forte baisse des cours des matières premières.

En ce qui concerne notre politique monétaire, notre Banque Centrale est venue en appui pour atténuer les chocs budgétaires. Mais d'autres leviers devraient être actionnés pour garantir notre stabilité monétaire menacée par des problèmes de balance de paiement.

Le concours du FMI serait sans doute indispensable, en coopération avec la France, notre partenaire dans le domaine monétaire.

Ai-je besoin d'ajouter que la réussite de cette stratégie est aussi fonction de l'accélération de l'intégration au sein de notre sous-région, de la diversification de notre économie et de l'amélioration du climat des affaires dans nos différents pays.

**Messieurs les Présidents, Chers Frères,
Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International,
Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République Française,**

Je crois fermement à la communauté de destin qui nous rassemble au sein de notre sous-région. C'est la raison pour laquelle je pense, qu'individuellement et collectivement, nous devons faire, en coopération avec nos partenaires, tous les efforts nécessaires pour lui donner les meilleures chances de renouer avec la croissance.

C'est l'intérêt de tous et de chacun.

Je vous remercie de votre attention.-